

Philippines

In Memoriam

Josée Maria Sison



8 février 1939 - 16 décembre 2022

- **Brève biographie**
- **Manifestation militante contre la visite de la vice-présidente des États-Unis**
- **Le gouvernement de Marcos fils continue de commettre des crimes contre le peuple**
- **Des Torontois se rassemblent pour marquer le 50e anniversaire de la dictature de Marcos**

In Memoriam

José Maria Sison

C'est avec beaucoup de tristesse que le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a appris le décès du fondateur du Parti communiste des Philippines et révolutionnaire communiste historique José Maria (Joma) Sison le 16 décembre à Utrecht, aux Pays-Bas, où il vivait en exil de sa chère patrie.

Le camarade Sison a consacré sa vie à la lutte pour mettre fin à la domination impérialiste américaine des Philippines. Il s'est battu sans relâche, d'abord contre la dictature du régime de Ferdinand Marcos père, qui a commis tant de crimes contre le peuple philippin avec le soutien entier des États-Unis et de leurs forces militaires stationnées dans son pays, puis contre les régimes qui lui ont succédé, soit installés par les impérialistes américains, soit contraints de se soumettre aux États-Unis dans leur ambition de dominer l'Asie-Pacifique.

Grand champion de l'indépendance et du droit à l'autodétermination du peuple philippin, le camarade Sison a également défendu la cause de toutes les nations et de tous les peuples et a forgé des relations entre le peuple philippin et les peuples du monde dans leur cause commune pour la paix, la liberté et la démocratie.

Les dirigeants du PCC(M-L) ont eu l'honneur d'échanger avec le camarade Sison et ont reconnu son courage et ses contributions.

À cette occasion, le PCC(M-L) envoie ses plus sincères condoléances à sa camarade d'armes et partenaire de vie de longue date, la camarade Julie de Lima, aux membres de sa famille, à ses proches camarades d'armes et à tous les membres du Parti communiste des Philippines, à ses nombreux amis et associés aux Philippines et dans le monde, et en particulier ici au Canada.

Le PCC(M-L) sait que la vie et le legs historique du camarade José Maria Sison sont vivants parce qu'ils imprègnent les actions des communistes et du peuple philippins pour l'indépendance et la paix aux Philippines et les organisations qu'il a fondées pour défendre les droits et les intérêts des membres de la diaspora philippine. Nous sommes fiers de travailler côte à côte avec nos camarades philippins ici au Canada, où ils se tiennent toujours sans crainte à l'avant-garde de la lutte pour les droits de tous et la justice. Grâce à eux, les actes et la contribution du camarade Sison restent avec nous.

Nous saluons la vie et les actes du camarade José Maria Sison !

Vive l'unité fraternelle entre nos deux partis et entre le peuple du Canada et le peuple des Philippines !

Avec nos plus sincères condoléances,

Anna Di Carlo

Dirigeante nationale

Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

Brève biographie

José Maria Sison était un jeune militant communiste dans les années 1960 et un organisateur de la jeunesse pour l'ancien Parti communiste des Philippines, qui existait auparavant. À ce titre, il est devenu le président national de la Kabataang Makabayan (Jeunesse patriotique) depuis sa fondation en 1964 jusqu'en 1968. Il a réorganisé le Parti communiste des Philippines (CPP) en tant qu'avant-

garde communiste révolutionnaire et force décisive de la révolution philippine, fondé le 26 décembre 1968 et, trois mois plus tard, a fondé la Nouvelle Armée populaire comme aile armée du CPP.

José Maria Sison a également joué un rôle déterminant dans la fondation du Front démocratique national des Philippines (FDNP) en 1970 et a été son principal conseiller politique dans ses pourparlers de paix avec le gouvernement philippin pendant de nombreuses années.

Sous la dictature de Ferdinand Marcos père (1972-1986), soutenue par les États-Unis, et sa loi martiale, le camarade Sison a été capturé en 1977, détenu illégalement et torturé pendant plus de huit ans jusqu'à ce que le mouvement de masse du peuple philippin renverse Marcos et le libère.



En 1988, alors qu'il effectuait une tournée internationale de conférences pour informer les gens de la situation politique aux Philippines, le gouvernement de Corazon Aquino, soutenu par les États-Unis, lui a retiré son passeport, obligeant le camarade Sison à demander l'asile politique aux Pays-Bas.

En 2002, le gouvernement de Gloria Macapagal-Arroyo a collaboré avec les États-Unis pour le faire passer pour un terroriste dans une vaine tentative de saboter les pourparlers de paix en cours entre le gouvernement et le FDNP. En 2007, il a notamment fourni au gouvernement néerlandais de fausses preuves pour fabriquer de multiples accusations de meurtre contre lui. Le camarade Sison a prouvé que toutes les accusations portées contre lui étaient fabriquées et a gagné tous les procès contre lui devant les tribunaux des Pays-Bas et à la Cour de justice de l'Union européenne. Plus récemment, le gouvernement de Rodrigo Duterte a également tenté à plusieurs reprises et en vain de fabriquer des accusations contre lui.

Bien que contraint de vivre en exil, le camarade Sison a continué à se battre pour le peuple philippin et sa lutte pour la libération nationale et sociale, ainsi qu'à soutenir les luttes anti-impérialistes et de libération nationale des peuples du monde. À cette fin, il a contribué à la fondation de la Ligue internationale de lutte des peuples, parmi de nombreuses autres initiatives visant à faire avancer la cause de la paix et de la justice pour tous les peuples.

Manifestation militante contre la visite de la vice-présidente des États-Unis

Des milliers de personnes ont manifesté contre la visite officielle de trois jours de la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, aux Philippines, les 21 et 22 novembre. Bagong Alyansang Makabayan (BAYAN) ou Nouvelle Alliance Patriotique, qui a organisé la manifestation avec des alliés progressistes, a dénoncé la visite comme une provocation et une menace pour le bien-être et la sécurité du peuple philippin et a déclaré que Kamala Harris n'était pas la bienvenue aux Philippines.

Avant la visite de Kamala Harris, BAYAN a déclaré que « le Commandement indo-pacifique des États-Unis (INDOPACOM) a commencé à déployer des unités de la marine et de l'armée américaines le long de la première chaîne d'îles allant du Japon à l'Asie du Sud-Est afin de contenir la Chine et de contrer ses avantages navals et ses missiles dans ses eaux proches ». BAYAN a

ajouté que la visite de Kamala Harris visait également à renforcer les multiples accords militaires que les États-Unis ont imposés au peuple philippin, notamment le Traité de défense mutuelle (MDT), l'Accord sur les forces en visite (VFA), l'Accord de coopération renforcée en matière de défense (EDCA) et l'Accord de soutien logistique mutuel (MLSA).



BAYAN a également dénoncé le nombre croissant d'exercices militaires conjoints impliquant les Philippines, les États-Unis et leurs alliés, visant à contenir la Chine, et a souligné que ces exercices de guerre et la militarisation accrue constituent un grave danger pour le bien-être et la sécurité du peuple philippin et de la région. BAYAN a souligné que le « pivot vers l'Asie » des États-Unis, il y a dix ans, a non seulement renforcé la militarisation des îles et d'autres pays de la région Asie-Pacifique, mais a également été un instrument de « l'ouverture des économies asiatiques au pillage impérialiste des ressources, y compris la terre, la mer et la main-d'oeuvre qualifiée ».



BAYAN a appelé toutes les forces progressistes et démocratiques des Philippines à intensifier la résistance à la présence américaine sur les îles et au régime de Ferdinand Marcos fils parrainé par les États-Unis. En l'espace de six mois, le gouvernement Marcos a augmenté la violence de l'État et le terrorisme contre le peuple pour réprimer la résistance populaire dirigée par le Parti communiste des Philippines et sa branche armée, la Nouvelle armée populaire.

Au cours de sa visite, Kamala Harris s'est engagée à verser plus de 100 millions de dollars américains pour renforcer l'armée philippine. Alors qu'elle représente un gouvernement américain qui commet des crimes en toute impunité dans son pays et à l'étranger, dans un discours au siège des garde-côtes philippines sur l'île de Palawan, près des îles Spratly contestées, Kamala Harris a déclaré : « Nous continuerons à rallier nos alliés et partenaires contre les comportements illégaux et irresponsables. Lorsque l'ordre international fondé sur des règles est menacé quelque part, il est menacé partout. »

La police anti-émeute à Manille a empêché les manifestants d'atteindre le Palais de Malacanán où le président philippin récemment élu, Ferdinand Marcos fils, a déroulé le tapis rouge pour Kamala Harris. La position adoptée par les travailleurs, les femmes et les jeunes démocratiques et patriotes pour s'opposer à la visite de Kamala Harris indique clairement qu'ils continueront de s'opposer aux plans des États-Unis et du régime servile de Ferdinand Marcos fils visant à utiliser leur pays comme rampe de lancement pour des guerres d'agression et d'occupation menées au nom de la stratégie indo-pacifique des États-Unis à laquelle le Canada participe pleinement.



(Bagong Alyansang Makababayab. Photos : Altermidya)

Le gouvernement de Marcos fils continue de commettre des crimes contre le peuple



Manille, les Philippines, le 10 décembre 2022

Depuis son arrivée au pouvoir le 30 juin suite à des élections truquées, le gouvernement du président Ferdinand « Bongbong » Marcos fils, avec l'appui des États-Unis, a intensifié son offensive antisociale contre les Philippines[1]. Ainsi, le nouveau président emboîte le pas au

gouvernement précédent tant détesté et discrédité de Rodrigo Duterte.

Il a mené entre autres des campagnes de « contre-espionnage » influencées par l'armée américaine contre les personnes soupçonnées d'être communistes, contre les défenseurs des droits humains, les leaders paysans, les activistes étudiants et d'autres, invoquant la *Loi anti-terroriste de 2020* et son Conseil antiterroriste composé de militaires et d'agents de la sécurité et ciblant quiconque est opposé au régime. En juin, Luis Jalandoni, un activiste des droits humains réputé et ancien membre du Front démocratique national des Philippines (FDNP), a été accusé de « terrorisme » en vertu de cette loi antiterroriste. Depuis plusieurs années déjà, le FDNP entretient de façon sporadique des pourparlers de paix avec le gouvernement philippin.

Plus récemment, la ville de Himamaylan à Negros, où la résistance du peuple est forte, 15 000 personnes ont été délogées par un siège militaire comprenant des frappes et des mitraillages au sol contre la population civile et l'arrestation et la torture de sept dirigeants agricoles. Les activistes des droits humains continuent d'être traqués et menacés pour leurs dénonciations du gouvernement Marcos fils.



Cristina Palabay, du groupe des droits humains philippins Karapatan, affirme que, suite à la campagne contre-insurrectionnelle de Ferdinand Marcos fils, son organisation a documenté au moins 17 cas d'exécutions sommaires ainsi que quatre autres incidents de violence où les victimes ont survécu. Elle a aussi rapporté que le nombre de prisonniers politiques détenus aux Philippines continue d'augmenter, avec 828 personnes détenues depuis le 30 novembre. Au moins 25 d'entre elles ont été détenues dès que Marcos fils a accédé au pouvoir à la fin de juin.

Le président Ferdinand Marcos fils a déclaré que les Philippines ne seront plus membres de la Cour pénale internationale (CPI). L'ancien président Rodrigo Duterte avait retiré son pays de la CPI en réponse à une enquête lancée par le tribunal pour faire la lumière sur les plus de 6 000 exécutions sommaires perpétrées dans le cadre de « la lutte contre les stupéfiants » notoire de Rodrigo Duterte. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a exhorté l'administration Marcos à répondre des exécutions sommaires et des violations des droits, mais le gouvernement philippin a nié qu'il existe une culture de l'impunité.

Le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme, des manifestations ont eu lieu à Manille pour dénoncer le nombre grandissant de violations des droits humains sous la nouvelle administration de Ferdinand Marcos fils. À cette occasion, Karapatan a affirmé : « Le peuple philippin se battra sans relâche pour tenir le gouvernement responsable de ses violations de leurs droits civils et politiques et défendra ses idéaux démocratiques et les droits humains, peu importe les nombreux défis et les menaces qui se poursuivent. »



Note

1. Lors des élections aux Philippines en mai de cette année, le cabinet-conseil international Cambridge Analytica a été embauché par Marcos dans le cadre de sa campagne pour justifier le passé brutal du régime de Ferdinand Marcos père, qui a décrété la loi martiale et gouverné les Philippines avec une main de fer de 1972 à 1986. La firme a réussi à faire supprimer des témoignages défavorables à la dictature Marcos dans les médias sociaux afin de se gagner la faveur des jeunes électeurs. Le groupe d'observation Investigate Philippines, composé de soixante défenseurs des droits internationaux, dont certains du Canada, ont rapporté qu'il y avait eu « de l'intimidation aux urnes, des erreurs dans le système électronique de comptabilisation des votes, de la mésinformation, des listes noires et des menaces, et même des exécutions » pendant les élections, remettant en cause la légitimité des résultats électoraux.

(Bulatlat.com, Karapatan, Rappler. Photos : ILSP)

Des Torontois se rassemblent pour marquer le 50e anniversaire de la dictature de Marcos



Plus de 200 personnes de la minorité nationale philippine de Toronto, ainsi que des amis et alliés, ont commémoré la Journée internationale des droits de l'homme le 10 décembre en évoquant le 50e anniversaire de la déclaration de la loi martiale en 1972 par le président Ferdinand Marcos, parrainé par les États-Unis. Ils ont également rendu hommage à tous ceux qui ont été tués, emprisonnés, torturés et disparus entre les années 1972 et 1986, lorsque des soulèvements de masse, le mouvement « pouvoir populaire », ont contraint le dictateur et sa famille à fuir aux États-Unis.

L'événement, qui s'est déroulé au Innis College de l'Université de Toronto, était organisé par un certain nombre d'organisations progressistes et patriotiques de la communauté philippine. Le thème principal de l'événement était d'affirmer la lutte pour les droits humains dans les Philippines d'aujourd'hui. Sous la présidence de Ferdinand Marcos fils, la corruption, la violence d'État contre les peuples autochtones et les forces progressistes, et les violations généralisées des droits humains sont monnaie courante. Il convient de noter que des manifestations contre le président Marcos fils ont également eu lieu lors de la Journée internationale des droits de l'homme à Manille.

L'événement principal du programme à Innis College a été la projection du film primé *Katips*. Ce film, réalisé par le scénariste, acteur et réalisateur philippin Vincent Tañada, raconte l'histoire d'un groupe d'étudiants militants du quartier Katipunan de Quezon City, dans la région métropolitaine de Manille, qui se sont regroupés pour se battre aux côtés des travailleurs contre l'imposition de la loi martiale dans tout le pays en 1972. La projection de ce film avait également pour but de recueillir des fonds pour la crise humanitaire provoquée par l'État à Himamaylan City, où plus de 15 000 personnes ont été déplacées en raison des attaques de l'armée philippine perpétrées au hasard contre des civils sous prétexte de combattre la Nouvelle armée populaire. Les bombardements, les tirs au canon et les fusillades ont fait que des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur maison, leur ferme et leur bétail dans cette campagne de terreur.

Après le film, Ed Muyot, Rick Esguerra et Agnes Manasan, trois survivants de la dictature de Marcos qui vivent maintenant au Canada, dont deux ont été torturés et emprisonnés, ont parlé de leurs expériences de jeunesse à l'époque de la loi martiale. Ed Muyot a souligné qu'il y a un monument aux victimes de la dictature de Marcos père près de l'Université des Philippines et que chaque fois qu'il le voit, il est envahi par le souvenir de ses pairs qui sont morts en défiant le régime. Les intervenants ont dit que pendant la dictature de Marcos, 3 257 exécutions extrajudiciaires ont été recensées, 35 000 cas de torture documentés, 77 personnes ont disparu et 70 000 personnes ont été incarcérées.

Les intervenants ont noté que le combat pour la justice, la paix et les droits humains aux Philippines est loin d'être terminé et qu'aujourd'hui une nouvelle génération a repris le combat. Ils ont également parlé de la nécessité d'informer les Canadiens des événements qui se déroulent aux Philippines et de lutter contre le racisme et les maltraitances commises par l'État canadien à l'encontre des travailleurs migrants philippins et autres.



www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca